

International

HUITIÈME CONFÉRENCE DU FATAH : LA TENTATIVE D'ABBAS DE LAISSER UNE DERNIÈRE EMPREINTE

Yohanan Tzoreff

24/07/2026

Le huitième congrès du Fatah s'est tenu en mai dernier. Dans cette analyse initialement publiée sur le site de l'[Institute for National Security Studies \(INSS\)](#), Yohanan Tzoreff, chercheur principal à l'INSS et ancien interprète personnel du Premier ministre Yitzhak Rabin lors de ses rencontres avec Yasser Arafat, revient sur ses enjeux, son déroulé, ses résultats et ce qu'ils signifient pour la suite des relations entre Israël et l'Autorité palestinienne.

Le huitième congrès du Fatah s'est tenu le mois dernier, après des luttes internes, des critiques à l'encontre de la direction de l'organisation et le départ de militants de haut rang, autant d'éléments qui avaient semé le doute quant à la possibilité de l'organiser.

Pourtant, ses résultats montrent que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avec l'aide de ses fidèles et des mécanismes institutionnels, a réussi à organiser un congrès réunissant un nombre de participants plus important que par le passé, à mener des élections et à intégrer de nouvelles figures, plus jeunes, au sein des institutions centrales de l'organisation. Le grand nombre de candidats à ces instances a démontré qu'il est encore possible de mobiliser des soutiens au sein du Fatah malgré sa faiblesse, et le fait qu'Abbas et ses fidèles occupent la plupart des sièges au sein de son Comité central indique que sa ligne politique restera en vigueur après la conférence.

Cependant, les attentes élevées concernant un renouveau idéologique, l'unité interne et une réévaluation de la politique relative au conflit avec Israël – qui s'étaient intensifiées à la suite de la guerre à Gaza – n'ont pas été satisfaites lors du congrès. La question de l'unité, qui n'a pas progressé, est au cœur du débat post-congrès, aux côtés de l'absence du camp de Dahlan et de l'espoir que le Hamas se rallie sous la bannière de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Par conséquent, Israël doit opérer la distinction nécessaire entre ces deux organisations.

Le huitième congrès du Fatah s'est tenu du 14 au 16 mai 2026 dans un climat de grandes attentes,

alimentées par les déclarations de commentateurs et de vétérans du Fatah qui, au lendemain de la guerre déclenchée par le Hamas le 7 octobre 2023, espéraient une nouvelle orientation, une introspection interne de l'organisation, un renouveau et une unité palestinienne plus large.

Malgré leurs critiques à l'égard du Fatah – voire leur désillusion à son égard –, ces voix continuaient de manière flagrante à considérer l'organisation comme la plateforme nationale appropriée pour mener à bien la concrétisation de ces attentes. Leurs déclarations dans ce contexte comprenaient plusieurs revendications clés : la nécessité de formuler un nouveau programme politique distinct de celui adopté par l'OLP au cours des trois dernières décennies, à la suite d'une réévaluation du processus d'Oslo et du rôle de l'Autorité palestinienne et de ses appareils de sécurité ; la revitalisation de l'OLP en tant qu'organisation de libération rassemblant toutes les factions palestiniennes ; et l'établissement d'une distinction claire entre l'OLP et l'Autorité palestinienne, ainsi qu'entre le Fatah et ces deux entités.

Selon ces points de vue, le Fatah était perçu comme une organisation qui devait reprendre la tête du mouvement de libération nationale et inverser ce qui a été décrit dans le discours public palestinien comme sa transformation en parti politique.

La conférence n'a toutefois pas permis la percée escomptée, et ces attentes sont restées sans suite. Au lieu d'aborder ces questions fondamentales, la conférence s'est concentrée sur des changements de personnel et sur la composition des deux institutions centrales de l'organisation – le Comité central et le Conseil révolutionnaire – avec de nouvelles personnalités proches de Mahmoud Abbas ou de la ligne politique qu'il a suivie depuis son élection à la présidence.

La conférence s'est tenue dans quatre villes : Ramallah, Gaza, Beyrouth et Le Caire, où de nombreux Palestiniens de la bande de Gaza sont déplacés à la suite de la guerre. Du point de vue d'Abbas et de ses partisans, la conférence s'inscrivait dans le cadre d'un processus de réforme prolongé touchant l'ensemble des institutions palestiniennes, adopté dans le but de répondre aux attentes des bailleurs de fonds européens. Ce processus avait été précédé par des élections municipales, la fixation des dates des élections au Conseil législatif et au Conseil national palestinien, ainsi que la mise en place d'un mécanisme visant à remplacer Abbas en cas d'incapacité.

La conférence a suscité un vif intérêt malgré les critiques et le retrait de militants de premier plan, notamment Nasser al-Qedwa, Muhammad Ghuniem et Ouni Mashani. De plus, le nombre de participants votants a dépassé les 2500, un chiffre supérieur à celui des conférences précédentes, notamment celle de 2016 qui avait rassemblé quelque 1500 participants. Si bon nombre d'entre eux

étaient des recrues ou des membres nouvellement inscrits, mobilisés pour soutenir Abbas et ses politiques, l'ambiance festive et compétitive qu'ils ont apportée à la conférence ne doit pas être négligée. De plus, le fait que la conférence se soit déroulée en période de guerre, alors que la cause palestinienne a atteint un point historiquement bas, démontre que le Fatah conserve son statut d'organisation nationale palestinienne authentique et que, malgré ses faiblesses, beaucoup ne souhaitent pas sa disparition.

Les résultats des votes concernant les instances de l'organisation indiquent le maintien – et même le renforcement – du système entourant Abbas, y compris la « garde » qui l'entoure et qui est perçue comme poursuivant sa ligne, malgré des accusations généralisées de corruption. Abbas lui-même a une nouvelle fois été élu à l'unanimité, sans adversaire, à la présidence du Fatah, et plus de la moitié des membres du Comité central proviennent désormais de son cercle restreint. Certains sont des figures apparues relativement récemment, apportant un certain renouvellement sans pour autant remettre en cause l'équilibre des pouvoirs existant.

Parallèlement, l'absence de la faction de Mohammed Dahlan à la conférence continue de jeter une ombre sur la cohésion du Fatah. Il s'agit d'une faction importante, et nombreux sont ceux qui considèrent son absence comme équivalent, de fait, à l'absence de représentation de la bande de Gaza au sein du Fatah. Dahlan et ses partisans ont rejeté les conditions posées par Abbas pour leur retour au sein de l'organisation, y voyant une tentative de les humilier. Cela pourrait également contribuer à expliquer – du moins en partie – le sentiment de marginalisation ressenti dans la bande de Gaza face aux résultats des élections.

Le processus électoral a été accompagné de nombreuses allégations et soupçons de fraude, de manque de transparence et, en particulier, d'efforts systématiques visant à garantir l'élection de personnalités proches d'Abbas et de ses partisans grâce à des listes préétablies. Dans ce contexte, le cas de Fares Cadoura, l'une des figures de proue du Fatah, a retenu l'attention : il a affirmé ne pas avoir été retenu au Comité central alors qu'il avait obtenu plus de voix que Muhammad Shtayyeh, qui aurait été retenu à sa place. Cadoura a vivement critiqué le déroulement du scrutin et du dépouillement. La non-élection de Husam Zomlot, l'envoyé de l'OLP à Londres, qui s'était présenté pour un siège au Comité central, a également soulevé de nombreuses questions. En conséquence, d'autres personnalités mécontentes ont annoncé leur départ du Fatah.

Parmi les élus, plusieurs groupes clés se sont démarqués. Le premier est celui des fidèles d'Abbas et des membres de l'appareil sécuritaire et administratif. Majed Faraj, chef des services de renseignement généraux, et son fils Yasser, homme d'affaires, ont été élus au Comité central. À leurs côtés figure Hussein al-Sheikh, qui avait senti sa position s'affaiblir à la veille du congrès, ce

qui a été compensé par son élection au poste de vice-président aux côtés d'Abbas. Mahmoud al-Aloul, dont l'influence a diminué, Ahmed Helles, originaire de Gaza, et d'autres membres du cercle restreint de la direction actuelle ont également conservé leurs postes. Parallèlement, l'élection de Yasser Abbas, le fils de Mahmoud Abbas, continue de susciter des critiques même après le congrès, en raison des inquiétudes liées au népotisme et à la possibilité d'un transfert de pouvoir par héritage au sein de l'appareil politique palestinien.

Un deuxième groupe est celui des « symboles de la lutte » : d'anciens prisonniers et des personnalités associées à l'Intifada et à la lutte armée, notamment Zakaria Zubeidi, originaire de Jénine, et Taisir Burdini, originaire de Gaza, qui ont été libérés lors d'une des récentes libérations de prisonniers. Leur élection est perçue comme une tentative de compenser, auprès de l'électorat des prisonniers, l'érosion de leur statut et du soutien financier auparavant fourni par l'Autorité palestinienne, qui a été réduit suite aux pressions et aux sanctions d'Israël. Cependant, des détracteurs tels que Nasser al-Qedwa soutiennent que les anciens prisonniers ne sont pas aptes à siéger au Comité central de l'organisation, et que leur inclusion pourrait fournir à Israël un prétexte pour la présenter comme une instance comptant des « terroristes » parmi ses membres, ce qui pourrait limiter sa capacité à agir.

Un troisième groupe qui s'est distingué lors de cette conférence est celui des femmes. Le nombre de femmes ayant accédé à des postes clés au sein des institutions de l'organisation et ayant été élues à des fonctions de premier plan est plus élevé que par le passé. Parmi les plus en vue figurent Dalal Salameh, originaire de Naplouse, ancienne membre du Comité central ; Laila Ghanam, gouverneure de Ramallah et proche d'Abbas ; ainsi que des membres du Conseil révolutionnaire : Fadwa Barghouti, épouse de Marwan Barghouti – le prisonnier populaire qui est arrivé premier aux élections pour le Comité central ; le Dr Dalal Erekat, fille de Saeb Erekat, qui a précédemment dirigé les négociations avec Israël ; et Hanan al-Wazir, fille d'Abu Jihad, l'un des fondateurs du Fatah. Ces trois femmes se sont classées parmi les six premières sur les quatre-vingts membres du Conseil. Au-delà de leurs qualifications personnelles, il est difficile d'ignorer le poids de leur famille et de leur lignée symbolique, qui a aidé certaines d'entre elles à remporter leur élection.

Les élections et les changements de personnel au sein du Comité central et du Conseil révolutionnaire du Fatah ont, en effet, constitué le cœur de la conférence. Les attentes élevées qui l'avaient précédée – réexaminer le respect des accords d'Oslo, définir une nouvelle politique à l'égard d'Israël, renforcer le statut de l'OLP (que certains considèrent comme affaiblie par l'institutionnalisation et l'abandon de l'esprit de lutte) et clarifier la hiérarchie entre les différentes institutions – ont, dans la pratique, été mises de côté.

Abbas a abordé ces questions dans son discours d'ouverture, mais n'a laissé entrevoir aucun changement par rapport aux positions qu'il avait exprimées par le passé. Ses propos s'adressaient principalement à la communauté internationale, à la lumière de la dernière guerre et du changement de perception qu'elle a suscité chez beaucoup concernant la résolution du conflit et l'impossibilité d'ignorer les institutions nationales palestiniennes. Il a fréquemment utilisé des termes tels que « légitimité internationale », « une seule arme », « une seule autorité », « deux États » et « élections » – des expressions que l'on n'associe généralement pas au dirigeant d'une organisation de libération sortant d'une guerre ou d'une grave crise nationale. Cela contraste avec les conférences précédentes, où le ton était plus révolutionnaire et où la renonciation à la lutte armée était présentée comme une mesure temporaire plutôt que comme un changement fondamental dans la doctrine de l'organisation.

Abbas a également insisté sur la nécessité de reconstruire la bande de Gaza et d'aider le peuple palestinien à la suite de la dernière guerre, soulignant le nombre élevé de victimes et les souffrances persistantes. La question de savoir qui gouvernera Gaza était au cœur de son discours. Il a affirmé qu'aucune solution n'avait d'avenir sans l'OLP, seule représentante légitime du peuple palestinien.

Il a qualifié le 7-Octobre d'acte « glorieux »/« sérieux » (*Majida* en arabe), mais a fait valoir qu'il devait être jugé à l'aune de ses conséquences. « Les Palestiniens », a-t-il déclaré, « ont été massacrés, déplacés, leurs villes détruites à cause de cette action, et ils se sont retrouvés sans rien. » Il a évité de condamner directement le Hamas dans ce cadre, bien qu'il l'ait critiqué à plusieurs reprises depuis la guerre pour le « désastre » qu'il avait provoqué. Cette retenue reflète probablement les divisions internes au sein du Fatah et le soutien public dont continue de bénéficier le Hamas au sein de la société palestinienne. Le fragile équilibre qu'Abbas a tenté d'établir dans son discours reflète les profondes tensions idéologiques et les luttes internes qui ont précédé la conférence.

Il semble que, du point de vue d'Abbas – ainsi que de celui de personnalités clés du Comité central qui ne font pas partie de son cercle restreint –, la position soit claire : la voie d'Oslo reste préférable, malgré l'érosion de la confiance du public à son égard. Sur son ton ironique caractéristique, Abbas a fait remarquer au cours de son discours : « Ce sont les perfides accords d'Oslo que nous voulons. » Cela traduit la conviction qu'Oslo n'était pas une étape marginale, mais une initiative qui a valu aux institutions palestiniennes une reconnaissance mondiale et a fermement ancré la question palestinienne dans la conscience internationale.

Jibril Rajoub, secrétaire du Comité central, qui a connu des désaccords avec Abbas par le passé, a

exprimé des opinions encore plus radicales dans son résumé de la conférence, qu'il a qualifiée de réussite majeure. Selon Rajoub, la voie d'Oslo doit être poursuivie, car les développements intervenus depuis lors démontrent que la « Palestine » s'est fermement imposée en tant qu'État dans la conscience internationale, et que nombreux sont ceux qui plaident en faveur de sa création. Il a fait valoir que l'OLP est le seul représentant du peuple palestinien et que le Hamas doit se placer sous son égide et déclarer qu'il accepte les principes que l'OLP a fixés dans ses engagements avec lui.

Selon Rajoub, le Hamas doit engager un processus d'introspection et clarifier les enseignements qu'il a tirés de la guerre récente, tant il est inconcevable que cette guerre n'ait pas laissé de trace sur sa stratégie politique. Le message qui ressort des déclarations d'Abbas et de Rajoub est que la direction du Fatah considère le 7-Octobre comme un échec de l'approche du Hamas, mais aussi comme une possible occasion de réunifier les rangs palestiniens sous l'égide historique de l'OLP.

À la suite de la conférence – et après une guerre aussi difficile –, la question centrale est de savoir si le Fatah peut convaincre l'opinion palestinienne que sa voie demeure la bonne, ou si cette conférence n'a été qu'« une sorte d'enterrement » du Fatah, comme l'a décrit la commentatrice palestinienne Lamis Andoni, journaliste palestinienne basée en Jordanie.

Si l'élection de figures nouvelles et plus jeunes au sein des institutions de l'organisation constitue une évolution positive, elle ne traduit pas nécessairement un soutien populaire à l'organisation ni à l'orientation qu'elle a choisi de suivre. Au contraire, nombre de ceux qui ont été déçus par les résultats de la conférence sont en colère, et certains ont même annoncé leur départ du Fatah.

Néanmoins, Abbas et la direction de l'organisation ne semblent pas particulièrement influencés par ces voix. Leur priorité était de préserver le *statu quo* plutôt que de soulever des questions controversées, appelant débat et décision, dans une période sensible. En réalité, tout a été reporté au « jour d'après » Abbas / la guerre. À ce moment-là, la lutte ne portera pas seulement sur Israël et la succession, mais aussi sur la nature du système palestinien, ses sources d'autorité, ses décideurs et la question du contrôle de Gaza.

Ces évolutions pourraient obliger Israël à réévaluer son approche de la scène palestinienne, à définir clairement ses besoins vis-à-vis des Palestiniens, à cesser de traiter tous les centres de pouvoir palestiniens comme une seule et même entité, et à donner la priorité aux acteurs engagés en faveur de la coexistence plutôt qu'à ceux qui s'y opposent.

Abonnez-vous